

# Téléphone portable : près de cent communes à la traîne

À la mairie de Bazoches-sur-Hoëne, le maire est obligé de monter au premier étage pour que son portable marche. Sur la route de Carrouges, ce n'est guère mieux à hauteur de Lival, où le portable coupe systématiquement. Route d'Hesloup à Saint-Germain du Corbéis, le signal est si faible qu'avec une mauvaise météo, on n'entend plus rien.

Dans l'Orne, une centaine de communes ont encore une « réception nulle ou faible » au téléphone portable, selon le conseil général. Pendant deux mois, les « zones restant à équiper » ont été identifiées et les maires consultés. Voici le bilan de l'étude, menée avec les trois opérateurs, comme le montre la carte.

## Peu rentable

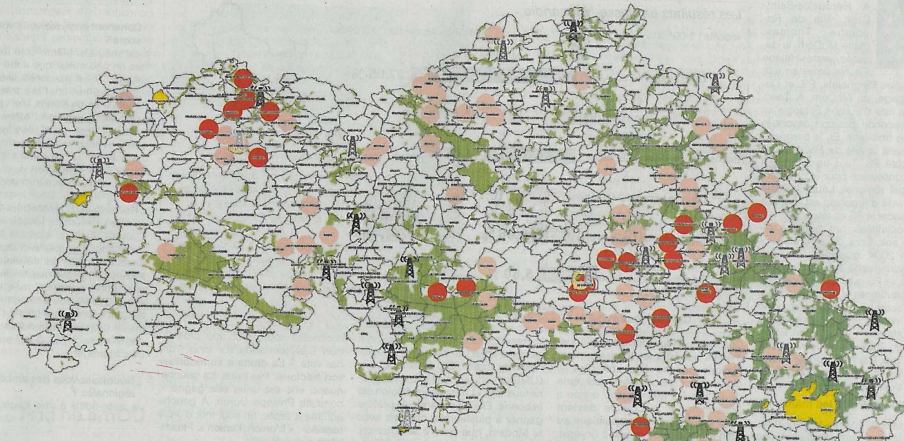
Après l'opération « haut débit pour tous », le conseil général lance donc l'opération « Orne, téléphonie mobile pour tous » dont débattent les conseillers généraux, vendredi prochain. Le département reconnaît qu'il s'agit d'une « négociation ardue » avec les opérateurs, pour évaluer le coût de la participation publique à la suppression des zones blanches sans fausser le principe de concurrence.

Explication : la plupart des zones concernées sont peu habitées, et les opérateurs ne se précipitent pas vers des zones jugées peu rentables. D'autant plus qu'elles se prêtent souvent mal à la couverture en téléphonie mobile. Et les récentes polémiques sur l'implantation des pylônes freinent aussi les opérateurs.

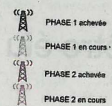
Comme le département l'avait fait pour l'autoroute, il sait qu'il va falloir se battre pour l'amélioration de la couverture du territoire en téléphonie mobile. Pour qu'en matière de communication, il n'y ait pas des Ornaïses de seconde zone.

Eric de GRANDMAISON.

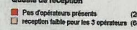
## Présence insuffisante d'opérateurs de téléphonie mobile dans l'Orne



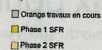
### Opération ZONES BLANCHES



### Qualité de réception



### Déploiement de la couverture 2G



Réalisation : PEF CG81 - Bureau des T.I.C. - 1 mai 2009  
Sources : BDCARTOSIGN, Enquête opérateurs et collectivités.